

L'ASSURANCE-CHÔMAGE

EXTENSION DE LA PÉRIODE DES PRESTATIONS
AUX CHÔMEURS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Wilfrid LaCroix (Québec-Montmorency): Puis-je poser une question au ministre du Travail? Est-il exact que le gouvernement a décidé de prolonger la période des prestations prévue par la loi sur l'assurance-chômage, de façon qu'elle soit maintenant de 52 semaines, ainsi que l'a promis le premier ministre lors d'une réunion des conservateurs le 4 mai 1957, à Campbelltown?

L'hon. Michael Starr (ministre du Travail): Le gouvernement n'a encore pris aucune décision concernant la question posée par le député.

LES PENSIONS DE VIEILLESSE

INTERPELLATION AU SUJET D'UNE AUTRE
AUGMENTATION

A l'ordre du jour.

M. Wilfrid LaCroix (Québec-Montmorency): Puis-je poser une question au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social? Est-il vrai que le gouvernement a décidé d'augmenter de nouveau les pensions de vieillesse, vu que les libéraux ont accordé \$46 et les torys seulement \$9?

LA "CANADIAN NATIONAL STEAMSHIPS"

TRANSFERT DE NAVIRES À L'IMMATRICULATION
ÉTRANGÈRE—ON DEMANDE D'ÉTUDIER DE
NOUVEAU LA QUESTION

A l'appel de l'ordre du jour.

M. J. A. Byrne (Kootenay-Est): Monsieur l'Orateur, je veux poser une question au ministre des Transports. Je l'ai vu se lever tantôt et j'ai voulu lui poser ma question avant. Le ministre étudiera-t-il de nouveau sa décision de permettre à la *Canadian National Steamships* de transférer ses navires au matricule de la Trinité, mesure destinée à briser la grève du syndicat international des marins? En conséquence, 200 autres Canadiens se trouvent sans emploi.

L'hon. George H. Hees (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, la mesure qu'a prise la *Canadian National Steamships* ne visait aucunement à briser une grève. J'ai bien précisé, lundi, ce qui avait amené à prendre cette décision. Si le député prend connaissance de la réponse que j'ai donnée ce jour-là, il aura les renseignements qu'il demande.

M. Byrne: Monsieur l'Orateur, une question complémentaire. Est-ce qu'environ 200 Canadiens ne seront pas sans emploi à cause de cette décision ou va-t-on les rengager?

L'hon. M. Hees: Monsieur l'Orateur, par suite de la décision prise par M. Hal Banks, le 24 juillet, 226 Canadiens se sont trouvés sans travail.

M. H. W. Herridge (Kootenay-Ouest): Monsieur l'Orateur, le ministre me permet-il une autre question? N'est-il pas d'avis qu'il serait préférable de changer le certificat d'inscription de M. Banks plutôt que celui des navires?

LES POMMES DE TERRE

PROVINCES MARITIMES—DEMANDE TENDANT À
L'ÉTABLISSEMENT D'UN RÉGIME DE PARITÉ

A l'appel de l'ordre du jour.

M. H. J. Murphy (Westmorland): Monsieur l'Orateur, le premier ministre nous dira-t-il quelle mesure le gouvernement prend ou étudie pour assurer aux producteurs de pommes de terre des provinces Maritimes un régime de parité convenable fondé sur un rapport équitable entre prix de vente et prix de revient?

Le très hon. J. G. Diefenbaker (premier ministre): Monsieur l'Orateur, la question des mesures législatives concernant les prix des produits agricoles a été mentionnée dans le discours du trône. La mesure à laquelle songe le gouvernement sera présentée dans le plus court délai possible.

LES ÉDIFICES PUBLICS

OTTAWA—DÉCLARATION SUR LA REMISE À PLUS
TARD DE LA CONSTRUCTION DES QUARTIERS
GÉNÉRAUX DE LA DÉFENSE NATIONALE

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. G. R. Pearkes (ministre de la Défense nationale): Monsieur l'Orateur, l'honorable député de Russell (M. Gour) m'a posé hier une question au sujet de la construction du nouveau quartier général de la défense nationale.

Je répondrai brièvement que les crédits de 1957-1958 ne prévoient rien qui permettrait de commencer la construction d'un tel édifice durant la présente année financière. Je ne voudrais pas, toutefois, donner l'impression qu'on n'étudie pas la possibilité de construire ce ou ces bâtiments plus tard, mais jusqu'à maintenant, aucune décision au sujet de l'emplacement ou de la date éventuelle du début des travaux n'a été prise.